



ASIE/MYANMAR - Réconciliation avec les minorités ethniques mais les enquêtes concernant les abus sont « prématurées »

Yangon (Agence Fides) – Le gouvernement du Myanmar a officiellement fait part de son intention de lancer une pleine réconciliation avec les minorités ethniques mais la toute nouvelle « Commission nationale sur les Droits humains » (NHRC) n'enquêtera pas pour l'instant sur les violations des droits humains intervenues durant les conflits, cette démarche étant considérée comme « prématurée ». Des sources de Fides en Birmanie notent que « le processus de réconciliation sera long et difficile mais la volonté exprimée par le gouvernement est de bonne augure ».

Le Président du Myanmar, Thein Sein, un ancien général qui a pris le pouvoir l'an dernier, s'est engagé publiquement à rechercher « une paix durable » avec les rebelles armés et a lancé un appel à la fin des hostilités avec les armées des groupes ethniques minoritaires. Le Président a promis de mettre en œuvre des efforts concrets afin de mettre fin à des décennies de conflit comme partie intégrante du programme de réformes que le gouvernement a mis en place au cours de ces derniers mois.

Le gouvernement du Myanmar est parvenu à des accords de paix provisoires avec des groupes rebelles dans la partie orientale du pays où sont présentes les populations d'ethnies Shan et Karen mais dans le nord, le conflit se poursuit avec les groupes Kachin. Ainsi que l'indique dans une note envoyée à l'Agence Fides l'ONG « Christian Solidarity Worldwide » qui a récemment visité la zone de conflit, elle a constaté l'existence « de tortures et d'autres abus » sur les minorités. Par ailleurs, demeure posée « la question relative aux plus de 50.000 évacués qui réclame quant à elle une réponse urgente de la part de la communauté internationale ».

D'autre part, Win Mra, qui préside la Commission pour les Droits humains du Myanmar, a remarqué que « le processus de réconciliation nationale est une question politique » et que « enquêter dans les zones de conflit n'est pas opportun en ce moment ». La NHRC a visité récemment le théâtre de guerre de l'Etat Kachin, exhortant le gouvernement et l'Organisation pour l'Indépendance Kachine (KIO) à « s'engager dans un processus de dialogue ».

(PA) (Agence Fides 15/02/2012)